

LE TOCSIN DES ÉLECTEURS

JOURNAL MENSUEL.

ABONNEMENT :

PARIS. DÉPARTEMENTS.
Six mois. . . 1 fr. . . 1 fr. 25.
Un an. . . 2 fr. . . 2 fr. 50.

BUREAUX : 18, r. de l'Ancienne-Comédie.

Tarif des Annonces :

La ligne. » 50 c.
Réclames. 1 fr.
Faits divers. . . . 1 fr. 50.

AVIS.

Dans le cas où ce journal viendrait à paraître toutes les semaines, ceux qui auraient pris un abonnement d'un an, d'ici au 20 mars, continueraient à le recevoir, moyennant une légère augmentation de prix. — Écrire *franco* et adresser un mandat par la poste.

— Les marchands de journaux sont prévenus que le Bureau est ouvert de 9 heures du matin à 3 heures de l'après-midi, 18, rue de l'Ancienne-Comédie.

Les ouvrages dont deux exemplaires auront été déposés au bureau du journal, seront annoncés gratuitement.

— BULLETIN THÉATRAL. — Nous rendrons compte des pièces nouvelles qui auront une valeur littéraire.

SOMMAIRE :

Fusion nécessaire de la démocratie et du bonapartisme. — Distinctions méritées. — Des comités électoraux. — Des assemblées électorales. — Du droit divin. — Circulaire du général Piat. — Comité central bonapartiste. — Appréciation universitaire. — Revue des journaux. — Faits divers. — Feuilleton. — Annonces.

Fusion nécessaire de la démocratie et du bonapartisme.

Démocratie et bonapartisme ! Ces deux mots jurent ensemble ! s'écriera-t-on. C'est vouloir concilier l'eau et le feu. — N'est-ce pas, en effet, avec cette légèreté qu'on se prononce généralement sur la plupart des questions ? Un trait d'esprit a souvent

la valeur et l'influence d'un jugement longuement motivé.

Mais nous ne saurions nous payer d'un bon mot ; et, surtout aujourd'hui, que tout semble s'ébranler dans le monde, nous devons pénétrer jusqu'au fond des choses. Je demanderai donc la permission de dissiper le nuage qui pourrait empêcher certains esprits d'apercevoir les rapports intimes qui existent entre la démocratie et le bonapartisme.

Quelle est la nature de ces deux systèmes politiques ? L'un est-il l'exclusion de l'autre ? Non certes ; pas plus que l'aube du matin n'exclut la clarté du jour qui la suit. Le premier est la participation du peuple à la mise en mouvement de la machine gouvernementale. Le second est l'idée d'ordre et de justice appliquée à l'administration, et substituée à l'arbitraire qui règne souvent dans les Républiques trop ardentes, comme dans les monarchies trop arriérées. Tous deux sont le résultat, et comme le résumé providentiel du grand mouvement de 89.

Loin de se repousser l'un de l'autre, par leur contact, disons mieux, par leur alliance intime, ils s'épurent, se perfectionnent et se complètent mutuellement.

Le peuple français aspirait, depuis longtemps, à secouer le joug importun que faisait peser sur lui un reste de féodalité, hydre aux cent têtes que ne purent abattre d'un seul coup, ni la souplesse de Louis XI, ni la vigueur de Richelieu. Il voulait en finir avec les tyrans aux petits pieds qui résistaient obstinément aux tendances généreuses de

Louis XVI ; et rien ne pouvait comprimer son désir immense de rabattre enfin l'orgueil des hommes qui se jouaient sans pudeur de sa patience et de sa longanimité.

L'explosion fut terrible. Des trônes en furent ébranlés, des institutions détruites, des abus séculaires à jamais réformés, des droits contestés jusqu'alors solennellement reconnus. Le règne de la démocratie a remplacé partout celui du privilège. Chaque citoyen jaloux de sa qualité d'homme libre, la fera désormais respecter. Plus de corvée, plus de servage. Echange fraternel des bons offices. C'est là, sans doute, un beau résultat ; mais, pour y parvenir, que de larmes, que de sang même n'a-t-il pas fallu verser !... Aussi, combien ne s'abuserait pas celui qui tenterait encore une croisade en faveur des privilèges ! Quoi ! tout le sang qui rougit les fleuves français, depuis soixante ans, aurait coulé en pure perte ?... C'est impossible ! Que la démocratie se dresse à jamais dans sa force et dans sa liberté !

Mais, pour que le peuple ne se voie pas dénier, un jour, sa part d'initiative et d'autorité, il faut qu'il donne, dès ce moment, le magnifique spectacle qu'on attend de lui. Puisqu'il jouit enfin de ses droits, il a de grands devoirs à remplir ; et même, ses devoirs sont d'autant plus étendus que ses droits sont plus hautement proclamés.

Le peuple français est devenu roi par la conquête du suffrage universel. Il ne saurait abdiquer, sans se déshonorer aux yeux des nations étrangères, et sans avoir à rougir de sa faiblesse et de sa versatilité ; mais il peut déléguer ses pouvoirs, comme il

Feuilleton du Tocsin des Électeurs.

VARIÉTÉ.

LE RETOUR D'UN EXILÉ.

Quand un noble exilé rentre dans sa patrie,
Après trente-trois ans de souffrance et de deuil,
Combien il doit jouir, dans son âme attendrie,
En se voyant l'objet du plus touchant accueil !

Ah ! cet accueil vaut bien le faux éclat du trône !
Qui ne sent la grandeur du citoyen français ?
N'a-t-il pas sur le front la plus belle couronne,
L'élu qui, dans la France, obtint un plein succès ?

LA FRATERNITÉ.

Sous le beau ciel de ma patrie,
Tout parle d'amour et de paix.

Où, des maux la source est tarie !
J'en ai pour garant les bienfaits
Que répartit la Providence.
Des épis voyez l'abondance.
Entendez au fond du pressoir
Fermenter la liqueur divine.
Près de nous l'horrible famine
Pourrait-elle venir s'asseoir ?

Quittant les ornières fatales
Qui les conduisaient à l'enfer,
Les nations longtemps rivales
Auroient bientôt brisé leur fer.
Le glaive seul de la parole,
Et la magnifique auréole
Qui ceint le front de l'orateur,
Vont désormais régir le monde.
La Fraternité qui féconde
A tendu son bras protecteur.

Rapprochez-vous, comme des frères,
Citoyens, qui fûtes rivaux.
Et toi, soleil qui nous éclaires,
Embrase-nous de feux nouveaux !

Assis au banquet de la vie,
Où la nature nous convie,
Formons tous un nœud solennel.
Plus de combats, plus de souffrance !
Vivons d'amour et d'espérance,
En présence de l'Eternel !
Ch. S.

La ville de Roquebrune s'est associée à celle de Menton (principauté de Monaco), patrie de l'infortuné général de Bréa, pour consacrer à sa mémoire une pierre scellée sur la façade de sa maison, portant l'inscription suivante :

AU GÉNÉRAL DE BRÉA,
NÉ A MENTON, LE 25 AVRIL 1790,
MORT A PARIS, LE 25 JUIN 1848,
POUR LA DÉFENSE DE L'ORDRE
ET DE LA PATRIE.

l'a fait dans l'élection du 10 décembre. Ce fut là comme une éclatante victoire que le droit commun remporta sur le privilège et l'arbitraire. Mais il faut savoir user de cette victoire. Pour que le peuple n'encoure pas le reproche qu'on adressait jadis au plus grand général de l'antiquité, il doit s'étudier, s'analyser lui-même, afin de se bien connaître et de s'organiser avec sagesse. Il doit surtout confondre et déconcerter, par une héroïque résignation, ces hommes dangereux que la passion du pouvoir, dont ils ont indignement abusé, pousse à fomenter de criminels complots. Ah ! s'il n'était pas tiraillé en mille sens divers, il aurait bientôt cette majesté qui sied au peuple-roi ! Mais il a des ennemis acharnés qui troublent constamment son repos, et qui lui vendent chèrement le pain de chaque jour.

Quels sont donc ces ennemis ? Faut-il le demander ? Ce sont les aristocrates qui l'ont abusé pendant des siècles ; les conservateurs-bornes qui l'ont exploité pendant dix-huit ans ; enfin les utopistes téméraires qui voudraient bouleverser la société, pour imposer un partage qui ne répondrait guère à leur attente, et qui deviendrait illusoire le lendemain du jour où leur aveugle convoitise l'aurait obtenu. Charger l'Etat de faire un égal partage des biens, c'est se constituer, en pleine République, l'esclave d'une poignée de fonctionnaires. Le communisme, et cet autre communisme mitigé qu'on appelle socialisme, aboutissent, en dernière analyse, à l'arbitraire le plus révoltant, à la tyrannie la plus intolérable.

Ces trois classes d'ennemis naturels du peuple ne semblent-elles pas l'épier constamment d'un regard oblique ? Elles voudraient le voir broncher, afin de pouvoir lui crier, comme cet homme artificieux au cheval de la fable : « Laisse-moi te conduire. » Aussitôt l'une d'elles lui mettrait un frein, et s'élancerait sur son dos. Puisse l'apologue du célèbre conteur ne jamais se réaliser parmi nous !

Je ne crois pas, néanmoins, que le peuple en masse, n'en déplaise au philosophe Lamennais, soit vraiment infallible. Je pense, au contraire, qu'il en est d'un peuple en révolution comme d'un vaisseau qui gémit sous l'effort de la tempête. Si les matelots et le pilote doivent s'entendre pour sauver l'équipage, le peuple doit également se concerter avec un homme compétent, pour consolider l'édifice social déjà fortement ébranlé. C'est dans le choix de ce puissant auxiliaire qu'il doit faire preuve de tact et de discernement.

Où le cherchera-t-il ?... Est-ce dans les rangs des aristocrates ?... Mais ne sait-il pas ce qu'ils ont fait pour lui jusqu'à ce jour ? Est-il édifié de leur conduite et de leur désintéressement ? Faut-il évoquer tous les noms sinistres qui souilleront éternellement les pages des règnes de Louis-Philippe et de son prédécesseur ?... J'allais dire... de sa victime !

Est-ce parmi les princes de la banque et de la propriété ? Pas davantage ; car, soit dit sans les blesser, ils ont trop souvent un lingot d'or à la place du cœur.

Est-ce enfin, parmi les hommes dans lesquels brille la royauté du talent ?... Ce parti ne serait pas mauvais, si notre patriotisme ne s'était déjà prononcé en faveur de l'héritier d'un nom qui fut toujours un symbole d'ordre et de forte organisation sociale.

Ce nom, me direz-vous, est l'effroi des démocrates. La République fit bientôt place à l'empire. — D'accord, mais quand, sur les débris d'une monarchie séculaire, un homme de génie surgissant tout-à-coup, est appelé à fonder un nouvel ordre de choses, l'illustre fondateur est parfois obligé

d'aller plus loin qu'il ne voudrait. Si les cendres du grand homme se ranimaient aujourd'hui, chercherait-il, avec le temps qui court, à ressaisir le sceptre et la couronne ? Les titres populaires de Président ou de Consul ne combleraient-ils pas tous ses vœux ?... Et d'ailleurs, l'élève immortel de l'école de Brienne n'était-il pas un enfant de la révolution ? Ne fut-il pas même démocrate comme nous, jusqu'au jour où des circonstances impérieuses le déterminèrent à sauver la France de l'anarchie, en relevant l'éclat de ses drapeaux par une aigle impériale ? Non, Napoléon-le-Grand n'était pas essentiellement aristocrate. — Jé dis plus : la fleur de l'aristocratie le dédaigna longtemps ; et même elle semble vraiment le toiser encore, dans la personne de l'héritier de son nom glorieux. Une partie des aristocrates a voté contre lui. Une autre lui a fait une injure plus grave encore, en votant pour lui, dans l'espérance de le désarçonner plus facilement que ses compétiteurs. Ces politiques myopes ne se doutaient pas qu'ils auraient affaire à un excellent écuyer, au propre et au figuré.

Somme toute, l'aristocratie aura toujours une antipathie secrète pour les Bonapartes et pour leurs partisans.

Plus cette antipathie couvrera, comme le feu sous la cendre, et restera cachée, comme l'insecte rongeur, qui épuise lentement la sève d'un arbre, plus elle sera dangereuse pour eux. Par conséquent, ils doivent s'unir intimement aux démocrates qui sont leurs alliés naturels. Leur origine est la même ; leurs intérêts sont communs. Plaise au ciel que leur but et leurs moyens ne diffèrent jamais ! — Persuadé que c'est là pour la France une question de vie ou de mort, je consacrerai tout ce que Dieu me donnera de force et d'énergie à répéter, sous diverses formes, à ces deux nuances d'un seul et même parti, que, pour fermer à jamais l'abîme des révolutions, elles doivent s'identifier l'une avec l'autre. Ce n'est pas là une fusion, une alliance monstrueuse, comme celle que j'ai signalée dans le numéro précédent ; c'est une alliance non moins légitime que celle qui rattache, par exemple, dans une famille, les lignes directes aux lignes collatérales.

O vous tous qui vous flattez d'être exclusivement démocrates ou bonapartistes purs, trêve de subtilités, je vous en conjure, car les subtilités firent tomber, il y a quatre cents ans, la capitale de l'Orient sous les coups des barbares. Au nom de la patrie, unissez-vous, comme des frères, pour lutter contre les factions aristocratiques et démagogiques ! ou, tout sera mis en question ; tout sera de nouveau contesté, jusqu'au droit de vivre !

Oui, ce n'est qu'à cette condition que vous ne verrez plus fonctionner les échafauds sur les places publiques, et que vous n'entendrez plus siffler les balles, ou gronder les canons, dans nos rues dévastées.

Distinctions méritées.

Quelques journaux ont fait grand bruit de la distinction dont le président de la République vient d'honorer cinq de ses amis les plus dévoués, entre autres, M. de Persigny, jadis son compagnon d'infortune, aujourd'hui son secrétaire intime. Faut-il donc que le chef de l'Etat ne récompense pas les hommes qui d'ailleurs ont bien mérité de la patrie, parce qu'ils l'auront servi personnellement dans une grave circonstance ? Erigerez-vous l'ingratitude en vertu politique ?... Dussions-nous encourir nous-mêmes les foudres de ces nouveaux Jupiters-Tonnants, nous dirons ici toute notre pensée.

Voici pourquoi, selon nous, ces critiques passionnés trouvent si mauvais que le ministère, probablement sur l'invitation du président de la République, ait accompli un acte de justice qui lui fait le plus grand honneur. Ils savent fort bien, car, hélas ! qui pourrait l'ignorer ? que le découragement gagne de jour en jour les partisans les plus actifs de Louis-Napoléon, en voyant que leur dévouement n'a, pour ainsi dire, abouti qu'à les faire déprécier. Une distinction accordée à d'honorables bonapartistes pouvait ranimer un peu l'espérance des autres. Mais c'est là précisément ce que redoutent certaines feuilles. Elles voudraient au contraire que le mécontentement des bonapartistes démocrates devînt encore plus général. Nous trouvons donc leur colère toute naturelle. Néanmoins, comme nous tenons à ce que l'élu de notre choix ne s'aliène pas le cœur de ses vrais amis, nous souhaitons qu'il la brave encore le plus souvent possible. Le salut de la France l'exige impérieusement.

Des comités électoraux.

Au moment où commencent à fonctionner divers comités électoraux, formons des vœux ardents pour qu'ils évitent les abus qui en ont discrédité plus d'un aux élections d'avril. Que la brigade et la cabale, les liens d'amitié, ou de parenté, ne fassent pas d'un moyen de salut une cause fatale de perdition ! Puisse le mérite réel du candidat entrer seul dans la balance !

Que nous faut-il en effet ? Des représentants probes et moraux, doués d'une haute intelligence, et qui n'aient pas maintes fois apostasié ; des orateurs éminents, dont les antécédents politiques soient la garantie du concours qu'ils prêteront au chef de l'Etat, dans la direction qu'il croira devoir donner au gouvernement.

Plus d'opposition systématique et délétère. La France est lasse de ces joutes bruyantes dont elle paie si chèrement les frais !

Peuple français, si tu voulais pour chef Raspail, ou Némours, ou Bordeaux, que ne leur donnais-tu près de six millions de voix ? N'as-tu pas déjà rendu ton jugement suprême ? Tu ne peux te déjuger, qu'en te condamnant au ridicule, qu'en devenant à jamais la risée et le jouet de l'Europe dont tu dois être le flambeau !

Pour être conséquents, nous n'avons qu'une marche à suivre dans le choix de nos représentants. Préférons les candidats qui firent preuve de talent et de patriotisme avant le 10 décembre. Si chaque électeur n'en connaît que deux ou trois de cette trempe, qu'il ne vote que pour ceux-là, et qu'il n'accepte pas légèrement une liste plus ou moins suspecte.

On m'objectera que ce n'est pas le moyen de lutter contre les partis extrêmes. A cela, je répondrai que cette même règle de conduite que la prudence nous impose, je la propose également aux hommes qui se respectent dans le camp de nos adversaires ; et certes je ne doute pas qu'ils ne soient très nombreux. Si nous doutons de la moralité ou du talent d'un candidat, suivons le conseil du philosophe Epictète : *abstenons-nous*.

Des assemblées électorales.

Une qualité indispensable au représentant du peuple, c'est de porter la parole avec distinction : aussi les assemblées électorales dignement présidées sont comme la pierre de touche pour éprouver un candidat. Les hommes qui prennent au sérieux la part de royauté qui leur est dévolue par la révolution de février doivent donc s'y rendre avec empressement.

Il n'est pas de comité au monde, ne fût-il composé que d'hommes illustres, tels que les Napoléon Bonaparte, les Bachelu, les Piat et les Montholon, qui puisse tenir lieu de cette communication directe du candidat avec les électeurs.

Pour ma part, après les indignes manœuvres dont je fus témoin dans un temps, je déclare que je n'oublierai jamais ma dignité de citoyen, au point de voter pour un candidat que je ne connaîtrai ni par ses écrits, ni par ses discours, ni par une preuve éclatante d'un dévouement sans bornes au principe de la souveraineté populaire, principe qui présida, quoi qu'on en dise, à la formation des sociétés, et dont l'élection du 10 décembre fut le triomphe et la consécration!

Nous ne ferons pas difficulté de reconnaître que c'est moins de M. le duc de Bordeaux que le pays ne veut pas que des abus qu'il traîne fatalement après lui. Les gentilshommes de la Chambre, les maîtres de la garde-robe, les chambellans, les marquis de cour, les ducs de l'Oeil-de-Bœuf ne sont plus dans nos mœurs.

Ces inégalités stupides nous ont valu l'égalité socialiste, non moins stupide; car les extrêmes se touchent. Nous ne comprenons plus maintenant qu'une aristocratie et qu'une démocratie. Nous plaçons dans la première toutes les vertus, tous les talents, tous les courages, toutes les intelligences et nous lui donnons la seconde à conduire, à diriger comme force matérielle. Du moment que tout citoyen est électeur et éligible, il n'existe plus politiquement de privilèges de naissance ou de fortune. On peut bien se donner encore les titres de comte et de marquis dans quelques châteaux; mais les maisons bourgeoises et les chaumières, c'est-à-dire l'immense majorité, ne reconnaissent que le titre de citoyen.

(La Liberté.)

— Voici la circulaire du comité électoral présidé par M. le général Piat.

« Paris, le 1^{er} février 1849.

« Monsieur,

« La manifestation du 10 décembre nous a trop montré ce qu'il y avait de puissance dans l'union de notre comité avec les comités des départements, pour que nous ne songions pas à maintenir, à fortifier ce moyen d'action.

« Les élections générales ne peuvent être éloignées: tenons-nous prêts, redoublons d'efforts; car si nous avons vaincu, nous ne pouvons nous dissimuler que les conséquences de la victoire n'ont pas été ce qu'elles pouvaient, ce qu'elles devaient être.

« Le vœu exprimé par près de six millions de suffrages n'a pas été suffisamment compris, puisque nous sommes encore réduits à voir le grand élu du peuple lutter péniblement contre les impossibilités qu'on lui crée chaque jour, au lieu d'agir avec la force et la liberté nécessaires pour détruire l'anarchie, en reconstruisant l'autorité sur ses vérités bases.

« Dans des circonstances aussi graves, nous devons nous entendre pour envoyer à la chambre des hommes imbus des grands principes qui firent la gloire et la force de la République et de l'Empire. Dans ces principes seuls reposent le salut de la France, la vraie liberté, la prospérité publique, l'union de toutes les classes. LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE personnifie ces principes; nommons donc pour représentants ceux qui s'engageront à le seconder.

« Nos relations vont devenir plus fréquentes et

plus intimes. Formez dès à présent des comités, consultez vos concitoyens, dressez des listes, en ayant égard au mérite de quelques hommes qui peuvent se présenter en dehors de la localité; examinez la valeur de vos candidats, et si vous voulez bien nous interroger, nous nous empresserons de vous transmettre tous les documents qui pourront vous aider à fixer vos choix.

« En communauté de religion politique avec vous, nous ne voulons que la réalisation du principe qui a déterminé l'élection du 10 décembre. C'est en fortifiant le grand parti national napoléonien que nous y parviendrons, et nos suffrages sont d'avance acquis à ceux qui se rallieront franchement à ce drapeau.

« Agréez, monsieur, l'assurance de nos sentiments d'estime et de sympathie.

« Le président du comité, général Piat.

« Les membres du comité, secrétaires, BESUCHET, BOURGEOIS D'ORYANNE, CAVEL (Charles), LALOU (Jules), commandant MESONAN, PIETRI, représentant du peuple, TEMBLAIRE (Charles-Edouard), colonel THIÉRON.

Comité central bonapartiste.

Nous regrettons que la circulaire du Comité central bonapartiste, présidé par l'honorable général Bachelu, nous soit parvenue trop tard pour que nous puissions l'insérer. A l'occasion de ce manifeste, la *Presse* vient de porter, sur les comités en général, un jugement conforme à la doctrine que nous avons émise dans notre réponse à M. Guizot. Nous espérons toutefois que la haute impartialité d'un bureau, composé d'hommes éminents, saura nous faire oublier les abus d'influence dont nous fûmes témoin aux élections d'avril.

JOURNAL DE TOUS.

CORRESPONDANCES, CANDIDATURES, ETC.

« MONSIEUR LE RÉDACTEUR,

« Mes amis et moi espérons que vous serez, par la suite, encore plus sévère que vous ne l'avez été, dans le premier numéro de votre journal, pour ce M. Guizot que j'appellerais le mauvais génie de la France, si nous n'avions pire encore dans un acteur en lunette qui se tient toujours derrière la toile. Je m'expliquerais plus clairement au besoin, malgré l'intolérance de MM. les réactionnaires.

« Veuillez agréer mes salutations respectueuses,

« UN DE VOS ABONNÉS.

Le journal *la Liberté* a bien voulu reproduire la lettre suivante:

« MONSIEUR LE RÉDACTEUR EN CHEF,

« Hier, sur les trois heures, deux agents de police ont abordé le marchand de journaux placé entre le pont Neuf et la rue du Roule. Ils ont prétendu qu'ils avaient l'ordre de saisir le *Tocsin des Electeurs*, journal mensuel, et ils en ont immédiatement opéré la saisie. Prévenu du fait, je me suis rendu chez le commissaire chargé de la police des journaux, qui s'est empressé de me déclarer qu'il n'avait pas donné d'ordre de cette nature, et que même les agents ne lui avaient pas fait de rapport.

« Si un pareil abus se renouvelait, a-t-il ajouté, j'adresserais une plainte à la police municipale.

« Comme c'est déjà la troisième fois que des

agents subalternes de la police ont recours à l'intimidation pour empêcher la vente de cette feuille mensuelle, ce qui est une atteinte grave portée aux droits de la presse, je vous supplie de donner place à ma lettre dans l'un de vos prochains numéros.

« Veuillez agréer l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

« L'un de vos abonnés,

« CHARLES SIEURAC. »

Appréciations universitaires.

Nous avons promis à nos lecteurs, dans notre numéro précédent, un article *ex professo*, pour emprunter l'expression classique, sur les méthodes universitaires et sur les concours de l'agrégation. La question est tellement grave, que nous croyons ne devoir la traiter qu'après les élections prochaines. Lorsque nous aurons procédé philosophiquement, que nous aurons posé nos principes, déduit nos conséquences, et que l'autorité des faits aura consacré nos doctrines, nous aurons sans doute convaincu les esprits droits et persuadé les cœurs sincères. Mais, comme nous avons bien des abus à redresser et bien des victimes à défendre, nous trouverons inévitablement des contradicteurs plus ou moins officieux. Or, nous tenons à répondre catégoriquement aux attaques dont seront l'objet des observations fondées sur vingt ans d'expérience. Pour tâcher d'y parvenir, nous attendrons avec patience que le spectre des élections ne se dresse plus devant nous.

Qu'on ne s'imagine pas toutefois trouver en nous un adversaire des langues anciennes. Nous savons trop bien que rien au monde ne donne plus de souplesse à l'esprit que la traduction sévère des auteurs de l'antiquité. J. Jacques nous avoue que c'est à l'habitude de lutter avec Tacite qu'il doit l'animation de son style; et l'un des trois orateurs de l'Assemblée nationale déclarait un jour qu'il devait son talent d'improvisation aux laborieuses traductions de sa jeunesse.

Revue des journaux.

La *Gazette* et l'*Union* montrent encore le bout de l'oreille; ce sont toujours les mêmes jérémiades.

« L'ennui naquit un jour de l'uniformité. »

Les *Débats* s'appitoient sur le sort des fonctionnaires qu'on vient d'exclure de l'Assemblée nationale. En effet, tandis que des milliers de familles meurent de faim, les magistrats et les bureaucrates seront très malheureux de ne pouvoir cumuler plusieurs fonctions lucratives!

« La vieillesse chagrine incessamment amasse. »

Le *Constitutionnel* et la *Patrie* sont toujours obsequieux pour le ministère.

« Il est avec le ciel des accommodements. »

Le *Siccle* a de bons moments; il a déclaré, le 26 février 1849, après de longues méditations, que la République est le seul gouvernement possible. C'est la déclaration que faisaient, en pareil jour, il y a un an, la *Réforme* et le *National*. Mieux vaut tard que jamais.

La *Presse* donne parfois de sages avis; et nous espérons qu'elle ne conseillera plus au pouvoir de confier aux enfants de Louis-Philippe une partie des armées de terre et de mer.

Rien de plus piquant, de plus incisif, que les premiers-Paris et les chroniques de la *Liberté*. Décidément cette feuille ne veut pas que l'élection du 10 décembre soit une mystification pour les démocrates-bonapartistes. Soyons de bonne foi: a-t-elle tort?

La *République*, la *Démocratie* et le *Peuple* feraient plus de prosélytes, s'ils portaient un bonnet phrygien moins fortement teint en écarlate; on les lit par curiosité, mais on n'épouse pas leurs querelles

de ménage. A propos de querelles, ces deux derniers journaux se sont dit : « Embrassons-nous, et que cela finisse. »

La Langue de Vipère justifie bien son titre. Cette feuille mensuelle fait de la politique à la façon de Molière : elle fait rire. C'est quelque chose, dans un temps où la politique fait souvent pleurer.

FAITS DIVERS.

— La République est proclamée à Rome. — Avis aux insensés qui voudraient proclamer la monarchie à Paris.

— On lit dans le journal de Senlis : « Dans la séance du 21 février, l'Assemblée nationale, sur la proposition de M. Pierre Leroux, a décidé que les condamnés, pour cause d'adultère, seraient privés, non pas de leur droit électoral, mais de leur droit d'éligibilité. On pourra critiquer cette décision au point de vue législatif; l'intention en est excellente au point de vue moral. C'est une sanction de plus donnée aux droits de la famille. Par le temps qui court, tout est bon dans ce genre. Plût à Dieu que M. Pierre Leroux n'eût jamais fait que de telles propositions ! »

— Dernièrement, au Théâtre-Français, dit un journal, on représentait *Bajazet*, où Mlle Rachel remplissait le rôle de Roxane. Le parterre ayant réclamé la *Marseillaise* et demandé qu'elle fût chantée par cet artiste, Mlle Rachel s'y est refusée, alléguant qu'elle était trop fatiguée. Le parterre ayant insisté avec un grand tumulte, le commissaire de police s'est présenté et a rétabli l'ordre dans la salle.

Le parterre n'avait pas sans doute oublié l'énergie avec laquelle Mlle Rachel a exécuté ce chant patriotique après les journées de février. L'art a même contribué à reproduire cette circonstance par un dessin dans lequel on voit Mlle Rachel tenant un drapeau et entonnant : *Aux armes, citoyens !*

Non ! le parterre n'a point oublié l'enthousiasme de Mlle Rachel après la révolution de février ; mais il sait aussi que de tout temps les comédiens se sont montrés hostiles à la révolution, comme

si le régime de la liberté leur était absolument contraire. En 91, les acteurs et actrices du Théâtre-Français se montrèrent réactionnaires, et Talma seul comprit les bienfaits du nouvel ordre de choses. En 1849, veut-on faire comme en 1791, ou bien Mlle Rachel a-t-elle reçu la défense de chanter l'hymne de la Révolution ? Nous voulons bien croire à sa fatigue ; mais nous lui demanderons si l'année dernière elle ne l'aurait pas surmontée. Artistes, souvenez-vous que sous les rois vous étiez excommuniés et valets, que la Révolution vous a faits citoyens.

— Une chose digne de remarque, c'est que le ministre qui, jusqu'à ce jour, a le moins donné prise à la critique, est précisément celui qui n'est pas représentant du peuple. N'est-ce pas une preuve qu'il y a des hommes capables en dehors de l'Assemblée nationale ?

— M. le préfet de l'Oise vient d'adresser à ses administrés une circulaire qui témoigne de toute sa sollicitude pour les progrès de l'industrie.

— Le président de la République n'a pas dû inaugurer sans une douce émotion l'ouverture du chemin de fer qui va de Noyon à Compiègne ; car le département de l'Oise est l'un de ceux où sa candidature à la présidence a le plus glorieusement triomphé.

— Plusieurs amis politiques du rédacteur en chef du Tocsin lui ont offert de former un comité électoral sous sa présidence ; mais il a décliné cet honneur, ne voulant pas, a-t-il dit, être juge et partie aux élections prochaines.

— Jamais la République n'a été saluée par d'aussi vives, d'aussi nombreuses acclamations qu'à la cérémonie anniversaire du 24 février. C'est assez dire que les rois ont fait leur temps, et que la France démocratique-bonapartiste ne veut plus entendre parler que d'un président ou d'un consul.

— Nous croyons devoir signaler à la sympathie générale une fondation qui compte déjà plusieurs années d'existence, sous le titre : *La Ruche populaire*. Elle a pour but principal de rechercher ces humbles infortunés si douloureusement cachés, d'adoucir avec délicatesse leurs souffrances, en les portant confidentiellement à la connaissance des

personnes généreuses qui peuvent et veulent bien répondre à son appel.

Les fondateurs s'efforcent de réunir une collection d'objets d'art et d'industrie, dont le produit puisse, à l'aide d'un concours bienveillant, former une somme suffisante (50,000 fr.) pour secourir efficacement cent familles honnêtes et infortunées.

Le président de la République vient de participer à cette œuvre de bienfaisance en l'honorant d'un lot.

Entre autres personnes qui ont concouru à cette œuvre, nous citerons le poète Béranger, Jérôme Bonaparte, frère de l'Empereur, et Vieillard, représentant du peuple.

Les dons peuvent être adressés à MM. Philippon et Aubert, place de la Bourse, 9, et au bureau de la *Ruche*, rue Vieille-du-Temple, 75.

— Une société se forme, dit *l'Advertiser*, dans le but d'organiser une visite des Anglais à Paris, pour rendre aux gardes nationaux de Paris politesse pour politesse. C'est une occasion qui ne s'est jamais présentée jusqu'ici de cimenter l'amitié avec nos voisins les Français. La société évite tout ce qui pourrait avoir une tendance politique. Ce n'est pas une visite à un parti, c'est une visite à la France. « Nous espérons, est-il dit dans le programme de la Société, que l'on répondra à notre appel avec la même bienveillance, le même empressement, la même confiance et la même générosité que ceux dont ont fait preuve les gardes nationaux français lorsqu'ils sont venus nous voir. »

— Un journal américain signale plusieurs expériences qui ont été faites pour savoir s'il n'y aurait pas quelque avantage à substituer des vases de zinc aux vases d'étain, ou d'autres matières, dans lesquels on conserve le lait. Le résultat a prouvé que le lait conservé dans le zinc se coagule quatre ou cinq heures plus tard que celui qui est conservé dans des vases d'une autre matière, ce qui permet à toute la crème de se séparer.

— M. Ch. Sieurac ouvrira, le 12 mars, un nouveau cours complémentaire des études classiques.

Rédacteur en chef, propriétaire : CH. SIEURAC.

CHARLES - LE - TÊMÉRAIRE

LE DERNIER DES CHEVALIERS.

Poème national en huit chants, précédé d'une discussion sur la poésie,

PAR CH. SIEURAC.

PRIX : 3 FRANCS.

En vente à Paris, chez l'éditeur MASSON et au bureau du Journal ; — à Beauvais, chez BALTHAZAR, libraire.

RUE DE LA SORBONNE, 1, A PARIS. (Affranchir.)

Journal de Louis-Napoléon-Bonaparte,

Moniteur de l'Élysée-National,

Paraissant mensuellement. — 3 fr. par an, 3 f. 50 pour la province, 2 f. pour 6 mois.

Histoire de l'Assemblée nationale,

par elle-même.

12 livraisons de 2 feuilles in-8° à 50 c.; 60 c. pour la prov.

Collection de tous les Journaux

parus depuis la révolution de Février,

M. MASSON, libraire, 26, r. de l'Ancienne-Comédie, tient un assortiment de livres neufs et d'occasion.

COURS classiques et préparatoires au BACCALAURÉAT de M. Ch. Sieurac, licencié ès-lettres, 18, r. de l'Ancienne-Comédie.

M. JUE teint les robes à 2 fr., r. de Seine, 89.

Pommade antipelliculaire,

Éprouvée par cinq années de succès pour enlever radicalement les pellicules de la tête, calmer les rougeurs et irritations du cuir chevelu, et ar-

rêter la chute des cheveux, qui accompagne souvent ces symptômes. Prix : 5 f. le pot. THOREL, parfumeur, r. de Bussy, 19. Dépôt en province, chez les principaux coiffeurs.

Nous recommandons d'une manière tout à fait exceptionnelle, l'agence générale en faveur des personnes des deux sexes, sans position et de toutes vocations.

Direction : rue Coq-Héron, 4, bis, au premier, dans la cour, ou galerie Vivienne, 16, au troisième.

Paris. Imprimerie de LACOUR et Co, r. St-Hyacinthe-St-M., 33.